



# La lettre de l'Afrique

[www.lalettredelafrique.fr](http://www.lalettredelafrique.fr)

N° 22 mai 2011

La lettre de l'Afrique est une publication mensuelle d'actualité

## Sommaire

### Côte d'Ivoire

Les premiers pas du régime

### Libye

L'aggravation

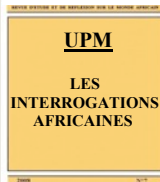
### Nigeria

Johnnattan Goodluck Président

### Télégrammes

### Livres

LES CAHIERS DE L'AFRIQUE



Revue trimestrielle d'étude et de réflexion sur le monde africain  
[www.lescahiersde.lafrique.fr](http://www.lescahiersde.lafrique.fr)

## Libye



### FUIR LA LIBYE

De nombreux africains originaires de toutes les parties du continent quittent la Libye par centaines et par milliers, afin de gagner clandestinement par mer la côte européenne la plus proche. Beaucoup d'entre eux s'étaient établis en Libye pour y travailler, mais la guerre les prive d'emploi et les incite à fuir. D'autres s'étaient rendus en Libye afin de migrer vers l'Europe, mais s'étaient trouvés bloqués à la suite des accords anti migratoires passés entre l'Union européenne et le Colonel Kaddafi. Les bombardements américains, anglais et français ont fait voler ces accords en éclats. Les migrants tentent donc de reprendre leur voyage. Les deux principaux partenaires militaires de la France en cette affaire, Etats Unis et Royaume Uni, se trouvent à distance et ne sont donc pas directement concernés par des arrivées à leurs frontières.

Mais les autorités françaises et celles des pays de l'Europe du sud qui les ont suivies dans la guerre, à commencer par l'Italie, se trouvent devant le choix suivant : accueillir des migrants en grand nombre sans y être préparées, ou refuser asile à des êtres humains fuyant une guerre dont on a pris l'initiative.

## É D I T O

### OUATTARA PRESIDENT

Alassane Ouattara a prêté serment le 6 mai devant le Conseil constitutionnel, présidé par le même homme qui avait le 3 décembre 2010 proclamé Laurent Gbagbo élu.

La Côte d'Ivoire revient de loin : après avoir vécu difficilement pendant près de huit ans une forme de partition, elle avait au cours des derniers mois glissé vers une guerre civile, que seule avait pu stopper in fine l'intervention des Nations Unies et plus particulièrement des forces françaises.

En prêtant serment, le nouveau Chef de l'état a promis « la réconciliation et l'union ». C'est sa première

mission. Il peut réussir en traitant convenablement les vaincus, non seulement Laurent Gbagbo et ses proches, mais aussi tous ceux qui, civils ou militaires, se sentent frustrés voire humiliés, ou qui pourraient craindre représailles ou persécutions. Il peut réussir en relançant au plus vite la machine économique ivoirienne, trop longtemps ralentie dans les huit années écoulées et littéralement asphyxiée les derniers mois

La communauté internationale ne lui ménagera pas les soutiens financiers. La France a été la première à donner l'exemple, par l'attribution d'un concours de 350 millions d'euros apporté par l'Agence Française de Développement. Le Président Sarkozy est allé assister à la cérémonie d'investiture du 21 mai à Yamoussoukro.

### Burkina Faso

### Mesures économiques et sociales

Après les diverses manifestations du mois dernier, le nouveau gouvernement nommé par le Président Compaoré,

s'attache à prendre des mesures économiques et sociales en faveur des populations.

## CÔTE D'IVOIRE

### Les premiers pas du régime

Assurer la sécurité quotidienne, notamment à Abidjan, rendre confiance aux ivoiriens dans leur avenir commun, remettre en marche les institutions et relancer l'activité économique, constituent tout naturellement les premiers objectifs du Président Alassane Ouattara.



Alassane Ouattara

## La sécurité

Sur le plan de la sécurité et de l'ordre public, l'apaisement est venu assez vite, même si la présence de la police, de l'armée et des Forces Nouvelles a été loin d'être visible par tous dans les premiers jours. En tout cas le ralliement légaliste des principaux chefs de l'armée a facilité les choses. Dans le cas d'Abidjan, il y a eu encore quelques combats

pour réduire certaines petites poches de résistance des derniers fidèles de Gbagbo. Il y a eu aussi conflit avec les hommes du commando invisible qui autour du Sergent-chef devenu général Ibrahim Coulibaly avait lancé l'attaque à Abidjan contre Gbagbo mais ne semblait plus en relation de confiance avec Ouattara et son Premier Ministre Guillaume Soro. Ibrahim Coulibaly y a trouvé la mort. Cela étant, la reprise en main aussi bien des forces de sécurité de l'État

que des Forces Nouvelles qu'il faut ramener dans le giron de la loi et de la République, est loin d'être réalisée. Elle demandera du doigté et du temps.

### Les institutions

La remise en marche des institutions a commencé par le haut. Alassane Ouattara a tenu à être proclamé Président de la République par le même Conseil Constitutionnel qui

(suite page 2)

## CÔTE D'IVOIRE : Les premiers pas du régime (suite)

avait proclamé en Laurent Gbagbo en décembre 2010. Il a prêté serment dans les règles. Il a confirmé Guillaume Soro dans ses fonctions de Premier Ministre et constitué un gouvernement qui fait une bonne place aux représentants du PDCI de Conan Bédié. Une nouvelle constitution est en préparation.

### Réconciliation et union

La première préoccupation du Chef de l'État a été de manifester sa volonté d'assurer « la réconciliation et l'union » des ivoiriens. C'est à la fois répondre aux vœux des populations ivoiriennes et à leur tendance naturelle. Une Commission nationale de réconciliation a été créée. Il reste que la longue période que le pays a traversée depuis 2002, avec notamment la partition entre le Nord et le Sud, puis les violences et massacres intervenus dans certaines régions dans les derniers mois, et enfin la guerre civile qui s'est emparée d'Abidjan, ont laissé des traces dans les esprits et dans les cœurs. C'est pourquoi des voix se sont élevées parmi les ivoiriens pour demander le châtement de ceux qui dans cette période et dans ces circonstances ont commis des exactions criminelles.

Le Président Ouattara a donc été amené à donner l'assurance qu'aucun crime ne resterait impuni. Désormais, entre pardon et châtement la voie est étroite et sans doute dangereuse. Dans ce contexte, le traitement

qui sera réservé à Laurent Gbagbo aura des répercussions dans un sens ou dans l'autre. Le pouvoir paraît hésiter à son sujet entre justice nationale et recours à la Cour Pénale Internationale. Il faut dire que le partage n'est pas facile. Rien n'assure d'ailleurs que le recours à la CPI puisse être finalement

*« Désormais, entre pardon et châtement, la voie est étroite et sans doute dangereuse »*

aussi politiquement commode que certains pourraient le penser, tant la sensibilité africaine est vive à l'égard de cette Cour, dont l'Union Africaine elle-même a dit à plusieurs reprises qu'elle a tendance à ne juger que des Africains.

### Relancer l'économie

La remise en marche de l'économie est dans ce contexte capitale. Elle est seule capable d'apporter aux ivoiriens des réponses concrètes à leurs besoins immédiats. C'est ainsi que priorité a été donnée à la reprise des exportations de cacao qui sont vitales pour le pays. La coopération internationale, coopération française en tête à travers

l'Agence Française de Développement (AFD), joue un rôle déterminant pour la relance. A condition d'aller très vite. C'est dans cet esprit d'urgence que le Directeur général de l'AFD, M. Dov Zerah et le Ministre ivoirien de l'économie et des finances, M. Koffi Diby, ont signé le 26 avril 2011 une convention de prêt de 350 millions d'euros pour le redressement des finances publiques et la relance économique du pays. L'Agence précise que son concours vise à apporter à l'état ivoirien « la trésorerie indispensable à son fonctionnement.

L'État sera ainsi en mesure d'assurer ses obligations vis-à-vis des fonctionnaires et de ses fournisseurs, le financement de certaines dépenses sociales d'urgence (achats de médicaments notamment) et de travaux d'assainissement, particulièrement urgents à Abidjan. Ce prêt permettra de conjurer la récession annoncée, et favorisera l'activité économique, indispensable à la stabilisation du pays ». Les bureaux de l'AFD à Abidjan ont été ré-ouverts et l'équipe renforcée. La délégation régionale de la Proparco à Abidjan va reprendre ses activités à très brève échéance.

Le Directeur général de l'AFD exprime une volonté très forte d'engagement sur de nombreux dossiers importants, notamment pour le « retraitement de la dette ivoirienne » et pour « l'accompagnement du secteur privé ».

## LIBYE

### L'AGGRAVATION

*Le conflit s'aggrave, les bombardements occidentaux font eux aussi des victimes civiles. La confusion s'installe.*

#### Libye : aggravation et perte de sens

Le régime de Kaddafi est proche de sa fin. C'était en fait déjà le cas avant qu'éclatent les manifestations, qui auraient pu tout naturellement déboucher sur son départ, à la manière de Ben Ali en Tunisie ou de Moubarak en Egypte, issue que l'Union Africaine était prête à favoriser par une négociation entre Africains. Il est possible que les bombardements, les armes et l'argent distribués par les coalisés, accélèrent la chute du régime. Il est possible aussi que, les combats s'enlisant, cette chute soit retardée de quelques mois. Ce qui est sûr c'est que l'intervention occidentale a dessaisi le peuple libyen de sa pleine capacité à construire seul son nouvel avenir. Elle risque ainsi d'apparaître comme motivée par la volonté de la coalition de choisir de l'extérieur le ou les successeurs du colonel Kaddafi. Ceci explique pourquoi elle perd progressivement le sens que ses promoteurs lui prêtaient. Et pourquoi la situation s'aggrave. En réalité la guerre civile et l'intervention occidentale mettent la Libye au risque de l'implosion, jetant ainsi la fragile nation libyenne dans un drame à l'irakienne

#### Sur l'objectif de l'intervention

Alors que des manifestations pour la démocratie se produisaient en diverses parties de la Libye, et que le clan Kaddafi réagissait

durement et annonçait en particulier un « bain de sang » à Benghazi, le Conseil de Sécurité, à l'initiative de Paris et de Londres, a adopté une résolution : celle-ci donnait à la coalition mission de protéger par une action aérienne les populations civiles libyennes contre les éventuelles exactions de l'armée de Kaddafi.

Les civils à l'est du pays et particulièrement ceux de Benghazi ont certes été tenus à l'abri des troupes du Guide, dont on peut d'ailleurs penser qu'elles auraient pu être amenées à la retenue par les pressions, pour une fois conjuguées, de l'Union Africaine et de l'Union Européenne si cette dernière avait eu la sagesse de s'orienter dans ce sens. Mais dans les autres parties de pays et particulièrement dans les villes de la côte tenues par les soldats et les alliés de Kaddafi, les frappes de l'OTAN ont mis les civils en danger permanent et ont tué, sans les viser, hommes, femmes et enfants. Enfin la transformation de la crise en guerre civile, alimentée aussi de l'extérieur en armes et en subsides, n'est pas faite pour améliorer la sécurité des populations et leur possibilité de survivre au quotidien, dans les pénuries d'eau, d'aliments et de médicaments.

L'argument central de la « protection des civils » est ainsi réduit à néant par les bombardements et par la faveur donnée par l'occident à une option militaire vouée au dérapage.



## Libye (suite)

### Sur la guerre civile et la destruction de l'état nation en Libye

La guerre civile, car il s'agit maintenant d'une guerre civile, oppose pour l'essentiel des tribus de l'Ouest alliées à Kaddafi, à des tribus de l'Est et notamment de Benghazi. Les Chefs du Conseil National de Transition sont de très hauts personnages du régime, qui voyant le Guide vieillir et sur le point de perdre la main, ont pensé que le moment était venu de recueillir le pouvoir. En les aidant à prendre la tête des mouvements populaires qui exprimaient une réelle aspiration à la liberté et au mieux être, la coalition prend le risque de contribuer au détournement du printemps libyen. Elle prend aussi le risque de provoquer l'implosion de la nation libyenne : c'est le mode de destruction que l'invasion américaine a fait subir à l'Irak, maintenant divisé en groupes confessionnels.

Qui pourrait avoir intérêt à une telle évolution ? Certainement pas le peuple libyen, qui aurait trouvé avantage à une solution négociée entre africains. Certainement pas les voisins arabes de la Libye, à commencer par la Tunisie déjà très perturbées par les troubles à ses frontières. Certainement pas les pays européens de la méditerranée, qui ne peuvent désormais que craindre l'apparition d'une situation incontrôlable en Libye et ses conséquences éventuelles sur les relations euro africaines. Il y

a dans les initiatives privées et publiques qui ont conduit à l'engagement de la guerre en Libye, un inexplicable mystère.

### Sur le débordement de la résolution du Conseil de sécurité

L'action militaire et politique de la coalition va plus loin que la résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies, qui se trouve ainsi déconsidéré, par le comportement même d'une alliance qui se réclame de lui. Dès les premiers jours des opérations, le gouver-

*« Il y a dans les initiatives privées et publiques qui ont conduit à l'engagement de la guerre en Libye un inexplicable mystère »*

nement sud africain puis le Premier Ministre russe ont déploré dans ce sens l'extrême violence des bombardements par les missiles Tomawak. Les déclarations faites ensuite par les chefs de la coalition exigeant le départ de Kaddafi vont également au-delà du texte de la résolution du Conseil. Comme va bien au-delà aujourd'hui la fourniture d'armes et de fonds pour le développement de la guerre civile. Comme enfin l'envoi sur le terrain d'officiers de liaison, que la presse va-t-en guerre à Paris, nomme déjà « Conseillers militaires. »

Ce débordement est dommageable en soi. Mais il risque d'autant plus de susciter des

réactions, que la Russie, la Chine et l'Allemagne, considérant que la résolution de Conseil de Sécurité allait déjà trop loin à leur goût, se sont abstenues au moment du vote.

### Le désaccord franco-allemand

En fait, l'initiative française sur la Libye a provoqué une vraie déchirure entre Paris et Berlin. La Chancelière allemande pressée par le Président Sarkozy de s'associer à son projet politico militaire sur la Libye, a résisté. Elle a d'abord refusé de reconnaître les hommes du Conseil National de Transition autoproclamé à Benghazi, comme les seuls interlocuteurs légitimes, considérant qu'ils étaient « des interlocuteurs parmi d'autres ». Elle a déclaré qu'aucun soldat allemand ne participerait à une action militaire sur la Libye. Elle a donné instruction à son représentant au Conseil de Sécurité de s'abstenir au moment du vote sur le projet de résolution franco-britannique.

Ce désaccord sur la Libye n'est ni un détail ni une péripétie isolée. Quoiqu'on en dise ou refuse d'en dire à Paris et à Berlin, c'est un fait majeur. Parce qu'il concerne la relation franco-allemande, dans une circonstance où il est question de guerre aux frontières maritime de l'Europe. Parce que l'un des deux membres du couple a pris l'initiative et donc la responsabilité de partir en guerre sur ces frontières, contre l'avis de l'autre.



Jonathan Goodluck

## NIGERIA

### JONATHAN GOODLUCK PRESIDENT

Jonathan Goodluck a été élu Président au premier tour, avec une nette avance.

Le premier tour de l'élection présidentielle au Nigeria, qui a eu lieu le 16 avril 2011, s'est achevé sur la victoire du Président sortant Jonathan Goodluck. Il a recueilli 22 millions de voix (57%), contre 12 millions (31%) à son principal opposant Muhamadu Buhari, tandis que les dix autres candidats venaient loin derrière en se partageant le reste des suffrages.

Les mois qui ont précédé les élections puis les opérations électorales elles mêmes, ont été marqués par divers incidents et

même par trois attentats à Abuja et Maiduguri. Des troubles ont éclaté dans le nord dans les heures et les jours qui ont suivi

*« Jonathan Goodluck a recueilli 22 millions de voix (57%) contre 12 millions (31%) à son principal opposant »*

la proclamation des résultats, que des groupes musulmans contestaient, provoquant des réactions des chrétiens. Les mêmes groupes musulmans dénonçaient l'élection de J. Goodluck qui est chrétien, en considérant qu'elle rompait l'accord informel d'alternance qui veut qu'au Nigeria un musulman succède à un chrétien et vice versa. Mais les observateurs ont tous certifié que l'élection s'était dé-

roulée régulièrement. Quant à la règle d'alternance elle n'est en réalité pas rompue : en effet le Président précédent, Umaru Yar-

dua, un musulman, était décédé en 2010, un an avant le terme de son mandat, et J. Goodluck, alors vice président, n'avait fait qu'assurer la dernière année dudit mandat.

155 millions d'habitants, dont 80% de musulmans et 20% de chrétiens et animistes, une superficie de 923.773 Km<sup>2</sup>, le Nigeria est le géant de l'Afrique. Doté de ressources naturelles diverses et notamment de gran-

des réserves d'hydrocarbures, il est un des principaux acteurs du continent.

Les tensions tribales et interconfessionnelles qui le traversent ne l'empêchent pas de connaître une croissance rapide et d'étendre progressivement son influence économique et politique sur l'Afrique de l'Ouest et une partie de l'Afrique centrale. Il est tout naturellement l'un des grands partenaires africains des pays développés.

**Le conflit de Casamance***Ce que disent les armes*

Jean-Claude Marut, Karthala, 2010

L'un des plus longs conflits qu'ait connus l'Afrique contemporaine mais aussi l'un des rares à ne pas avoir pour enjeu le contrôle de ressources minières ou énergétiques, et aussi à ne pas avoir connu de massacres de masse...

Le présent ouvrage de Jean-Claude Marut, chercheur associé au Centre d'études d'Afrique noire de Bordeaux, a pour ambition d'éclairer la complexité des problèmes pourquoi celui-ci n'a

pas encore trouvé de solution plus de 27 ans après son déclenchement.

**Migrations des jeunes d'Afrique subsaharienne** *Quels défis pour l'avenir ?*

Sous la coordination de Claudio Bolzman, Théogène-Octave Gakuba et Ibrahim Guissé, L'Harmattan, 2011

Quelles sont les représentations et les motivations des jeunes d'Afrique subsaharienne voulant émigrer en Europe ? Pourquoi sont-ils prêts à partir au risque de leur vie ? Quel est le profil socio-économique de ces jeunes ? Quelles

sont les conséquences psychosociales et familiales de l'émigration des jeunes ? Quelles réponses institutionnelles face à cette émigration ? Ces questions sont discutées dans ce livre.

**De Bamako à Accra**

Monique Bertrand, Magellan, 2011

De Thomas Shaw à Mungo-Park, d'Hornemann à Le Vaillant, Jules Verne retrace les aventures variées d'une dizaine de héros dépaysés et leurs contacts avec les peuples africains.

**TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES****Maghreb****• UPM**

L'unique candidature au poste de secrétaire général de l'Union pour la méditerranée (UPM) est celle d'un Marocain, Youssef Amrani, secrétaire général du ministère marocain des Affaires étrangères qui est soutenu par la France et les pays du Sud de la méditerranée. Le choix du secrétaire général doit être formalisé le 25 mai, à Barcelone ;

**Afrique subsaharienne****• Côte d'Ivoire**

Nicolas Sarkozy ainsi qu'une vingtaine de chefs d'état africains ont assisté à l'investiture d'Alassane Ouattara à Yamoussoukro, le 21 mai. Il était accompagné par son ministre des Affaires étrangères Alain Juppé et Henri de Raincourt, le ministre chargé de la Coopération ;

**• RDC**

La prochaine élection présidentielle congolaise est fixée au 28 novembre. Probable candidat, le chef de l'État sortant Joseph Kabila fait figure de favori pour briguer un second mandat ;

**• Somaliland**

Le Somaliland célèbre dans la liesse les 20 ans de la proclamation de son indépendance. Cet ancien protectorat britannique rattaché au reste de la Somalie italienne en 1960, se bat depuis pour obtenir la reconnaissance de la communauté internationale ;

**• Tchad**

Le conseil constitutionnel a confirmé les résultats de l'élection présidentielles du 25 avril dernier ; Idriss Déby Itno est réélu avec 83,5 des voix ;

**• Soudan**

A quelques semaines de la célébration de l'indépendance du sud, prévue en juillet, l'armée soudanaise s'est emparée de l'enclave d'Ab-yei, riche en pétrole, ravivant les tensions entre le nord et le sud.



La Banque africaine de développement (BAD), en collaboration avec EMRC organise un forum des PME en marge des Assemblées annuelles de la Banque, qui se tiendra à Lisbonne, au Portugal, le 6-7 juin 2011. L'événement s'intitule « Renforcer le chaînon manquant en Afrique ». Dans la terminologie des marchés financiers, le chaînon manquant se réfère à l'intervalle entre la micro-finance d'une part et les financements institutionnels traditionnels d'autre part.

Connu comme étant le « chaînon manquant », la croissance du secteur des PME dans les pays en développement est entravée par un manque d'accès au financement, loin derrière les pays à revenu élevé, où les PME contribuent à plus de 50% du PIB national. On estime que 95% des entreprises en Afrique sont des MPME (micro, petites et moyennes entreprises). Ces dernières sont source d'énormes opportunités pour le développement économique en Afrique, grâce aux ressources abondantes du continent.

**CF***Le club du faubourg*

Ce club de réflexion et d'initiative dans le domaine international accompagne la lettre de l'Afrique dans sa volonté de contribuer aux échanges et à la solidarité entre la France, l'Europe et l'Afrique.